

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Mme Elisabeth Zoller
(séance du lundi 27 octobre 2008)

Bertrand Saint-Sernin : Je voudrais vous poser une question à propos des organismes génétiquement modifiés. Ils ont deux utilisations très différentes, d'un côté comme médicament – les diabétiques sont ainsi soignés avec de l'insuline fabriquée par des levures génétiquement modifiées –, d'un autre côté comme alimentation – actuellement les surfaces plantées en organismes génétiquement modifiés dans le monde représentent la superficie combinée de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Comment se fait le contrôle de la mise au point de ces produits dans le domaine alimentaire et dans le domaine médical aux États-Unis ?

*
* *

Jacques de Larosière : Permettez-moi un bref commentaire sur les "subprimes", qui constituent une illustration terrifiante de ce que vous avez dit. Les "subprimes" sont des prêts hypothécaires accordés à des gens qui n'ont pas beaucoup de surface financière. Pendant très longtemps, ils ont joué un rôle non négligeable dans l'accession à la propriété de personnes qui, sans ce système, n'auraient jamais pu y prétendre. Mais la facilité qu'ont eue les banques de titriser, c'est-à-dire de rassembler dans des sortes de paquets des créances sur des emprunteurs "subprimes", tout en les mélangeant à d'autres, de les faire noter par des agences de notation, puis de les vendre sur le marché mondial, s'est traduite par une montée en puissance jamais observée auparavant de ces prêts douteux.

Il y a eu un abus né de l'intérêt individuel, dont vous dites à juste titre qu'il ne doit pas être la norme des déreglementations. En premier lieu, il faut évoquer l'intérêt individuel des courtiers, car ce sont ceux-ci, et non pas les banques, qui montaient des prêts fort séduisants pour des personnes aux revenus modestes. En second lieu, il faut avancer l'intérêt, certes mal compris, des emprunteurs. Or, aujourd'hui, nombre de gens qui ont emprunté des "subprimes" ont des difficultés considérables de remboursement et sont souvent obligés de quitter leur maison, ce qui crée un problème social majeur. Quant aux banques et aux investisseurs qui ont eu la faiblesse d'acheter ces produits, ils connaissent maintenant des difficultés extrêmes qui sont à l'origine de la crise catastrophique que nous vivons aujourd'hui.

On a demandé à la Federal Reserve et à d'autres organismes de contrôle, il y a quelques années déjà, d'instaurer un mécanisme de contrôle, mais ces autorités supérieures ont refusé, en estimant que le marché trouverait la solution la plus efficiente et qu'il s'autorégulerait. En fait, la dérégulation est allée trop loin et a engendré la situation que nous connaissons.

En France, de pareils abus ne sont pas concevables parce que le législateur a produit une loi très simple qui impose aux banques une obligation de conseil, laquelle interdit à une banque de proposer à des clients des prêts risqués. Si les États-Unis avaient eu une loi de bon sens aussi simple, la crise financière des subprimes n'aurait pas eu lieu.

*
* *

Alain Besançon : Greenspan a eu cette parole très simple en disant qu'il pensait que les banquiers étaient ceux qui avaient le plus grand intérêt personnel à ce que leur banque se porte bien et soit saine. Ce propos me paraît tout à fait rationnel et c'est précisément cela qui me frappe dans la crise actuelle. En effet nous avons une pluralité de décisions prises par des gens hautement rationnels. Les *brokers*, les banques, les assureurs, les agences de notation, les mathématiciens qui élaboraient des produits extrêmement perfectionnés, et Greenspan lui-même ont tous eu un comportement rationnel et pourtant, la crise s'est brutalement déclarée avec une intensité imprévue.

Cela me fait penser à *l'Histoire de la guerre du Péloponnèse*. Il y avait alors une cité, Athènes, qui était la plus instruite, la plus puissante, la plus intelligente. Elle était alors gouvernée par un des hommes d'État les plus sages, Périclès. La guerre a commencé sans que l'on sût bien comment et l'on a vu cette chose extraordinaire, à savoir que toutes les décisions intelligentes prises par tous les acteurs athéniens ont mal tourné. C'est pour cette raison que Thucydide a donné à son récit la structure d'une tragédie grecque où les acteurs sont mus par quelque force mystérieuse. En d'autres termes, la sagesse n'est pas d'accuser le marché, mais sans doute plutôt de croire en quelque chose qui s'apparenterait au destin.

*
* *

Yvon Gattaz : Comme vous avez parlé d'usines polluantes, je me dois de prendre la parole. Nos usines ont toujours été polluantes. J'ai la chance d'avoir des usines d'électronique qui le sont peu ou pas. Mais certaines usines ne peuvent pas ne pas être polluantes et les règles de chaque pays sont parfois déterminantes pour la compétitivité des entreprises. Prenons l'exemple de l'industrie papetière qui, comme on le sait, est extraordinairement polluante. On s'étonne qu'elle ait disparu du territoire français. Mais la raison n'est pas que nous ne savons pas fabriquer du papier ; elle tient au fait que, dans les pays nordiques, on a longtemps pu polluer sans être taxé, alors qu'en France, le cahier des charges imposé aux fabricants rendait la fabrication trop onéreuse.

Mais aujourd'hui, la seule régulation importante est la régulation financière et non pas la régulation industrielle. La pollution la plus dramatique est la pollution financière. Nous sommes tous taxés, nous allons avoir une crise économique dramatique et une récession très grave, tout cela est dû à des excès de spéculation financière qui n'aurait jamais eu lieu s'il y avait eu une régulation sérieuse.

Nous sommes certes pour la liberté, mais ce dont nous avons aujourd'hui besoin, c'est d'un « libéralisme football », c'est-à-dire un terrain bien encadré, avec des règles très strictes, et d'où les joueurs peuvent être exclus s'ils sont fautifs. Il faut ajouter que l'arbitre État n'est pas autorisé à donner des coups de pied dans le ballon.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Dans la situation grotesque dans laquelle nous sommes, on voit Bush, Merkel et Brown, qui voulaient naguère faire du Madelin, faire aujourd'hui non pas du Mitterrand, mais du Marchais. Est-ce qu'il n'y a pas une réflexion historique à faire sur le XIX^e et sur le XX^e siècle ? Au XIX^e, il y

avait des cycles du blé, mais aussi des cycles d'affaires qui aboutissaient parfois à des résultats désastreux ; je pense, par exemple au krach de l'Union générale dans les années 1970. Mais les conséquences restaient somme toute limitées. L'adjonction d'une Amérique immense par rapport à l'Europe a eu des effets heureux – pensons à l'aide militaire en 1917 et en 1944 – mais aussi des effets terribles. Les proportions gigantesques de la crise de 1929, de la crise actuelle, dont on ne connaît pas encore l'ampleur, semblent poser le problème historique de la présence d'un acteur géant par rapport aux puissances moyennes d'autrefois. Est-ce qu'en 1929 n'ont pas été commises des erreurs du même genre ? S'agissait-il d'une pure fatalité ?

*
* *

Gilbert Guillaume : Votre sentiment est-il que l'opinion publique et la classe politique américaines sont prêtes à accepter un retour à la régulation dans des formes comparables à celles du *New Deal* ?

*
* *

Réponses :

À Bertrand Saint-Sernin : Il me semble que c'est principalement le marché qui régule la production d'OGM. Est choisi ce qui est le plus efficace et le plus profitable. S'il est plus profitable de faire des OGM dans le domaine des médicaments, on s'avance dans cette voie ; si le profit est plus grand dans le domaine alimentaire, on fait des OGM alimentaires.

Le contrôle se fait par des agences, notamment par la Food and Drug Administration (FDA) qui est une autorité administrative indépendante. En fait, cela signifie qu'elle fait ce qu'elle veut.

À Jacques de Larosière : Si rien n'a été fait pour réguler le marché, c'est là aussi parce que les agences sont indépendantes. Vous avez évoqué la Fed pour la crise des *subprimes*, mais je citerai aussi un autre organisme qui porte une lourde responsabilité, c'est la Securities and Exchange Commission (SEC). Aujourd'hui, on sort brutalement de l'illusion d'une bonne régulation par le marché, sans agences ou, pour le moins, par des agences indépendantes peuplées d'économistes qui n'ont de foi que dans les vertus du marché. Une des critiques adressées à une déclaration de John Mac Cain est très révélatrice de la tournure des esprits ; on fustige le candidat républicain pour avoir dit qu'il voulait la tête de Christopher Cox, le directeur de la SEC. Toujours est-il que s'il devient président, on reviendra à une forme de régulation beaucoup plus politique.

À Alain Besançon : Il me semble que dans le destin le héros paye de lui-même son destin. Or, dans la crise des *subprimes*, tout le monde se défausse de ses responsabilités. D'ailleurs, un des grands problèmes du système politique américain est que jamais personne n'est responsable. Dans le système américain, je crains que personne ne soit le héros de la tragédie.

À Yvon Gattaz : Le « libéralisme de football » dont vous parlez est sans doute la transcription en français de *level playing field*. Mais, en matière de régulation financière, il est extrêmement difficile de fixer des règles dans un espace défini, car les frontières n'existent pas.

Pour ce qui est de la pollution due aux usines, il faut prendre conscience de la dérégulation qui règne aux États-Unis. Il y a eu notamment un État dans lequel une rivière a pris feu en raison de la pollution qui en couvrait la surface !

À Emmanuel Le Roy Ladurie : Il est difficile de déterminer si dans la crise de 1929 s'est manifestée une fatalité ou plutôt la conséquence dramatique d'une suite d'erreurs. Je pencherais plutôt pour la seconde explication.

À Gilbert Guillaume : L'histoire ne repasse jamais les plats. Il est certain que l'on s'achemine vers un système de régulation, mais il s'agira d'une nouvelle régulation et non pas d'un retour au *New Deal* très critiqué par les économistes. La seule petite certitude que j'aie est que le modèle de l'agence indépendante qui régule un marché sans directive politique est dépassé.

*

* *